



LES ETUDIANTS EN IUFM ET LA LAICITE

*- Synthèse de la consultation organisée par
SE-UNSA traitée par CSA -*

N° 0500132

Septembre 2005

22, rue du 4 Septembre – BP 6571 – 75065 Paris cedex 02
CSA Opinion-Institutionnel
Tél. (33)01 44 94 59 10 / 11– Fax. (33) 01 44 94 40 01
www.csa-fr.com

SA au capital de 1 571 600 € – RCS Paris B 308 293 430 00010 741 E
TVA intracommunautaire FR 46 308 293 430



A la demande du SE-UNSA, CSA a traité une consultation organisée par le syndicat¹. Plusieurs enseignements se dégagent des réponses apportées par les étudiants en IUFM à la question implicitement posée : quel type de laïcité à l'école ?

Premier enseignement : **la laïcité à l'école apparaît importante** (98%), même très importante pour 72% des personnes ayant répondu à la consultation. Outre le caractère massif des réponses en pourcentage, le taux de participation à la consultation traduit bien l'intérêt des futurs enseignants à l'égard de cette thématique.

Dans les faits, **l'enseignement public apparaît laïc** à plus de 8 participants sur 10 (84%). **Qu'est-ce que la laïcité à leurs yeux ? Avant tout un « savoir-vivre ensemble »** : 62% considèrent qu'il s'agit de « l'apprentissage à vivre ensemble dans la société », 45% « l'apprentissage de la liberté de conscience », 44% « l'apprentissage de l'autonomie du jugement fondé sur la raison » et 18% « l'apprentissage de l'émancipation des emprises idéologiques ».

Pour autant **les règles régissant les relations entre Etat et religions ne sont pas totalement assimilées** : seuls 78% des étudiants ayant répondu à la consultation savent qu'elles sont « définies par une loi de la République », 18% considérant à tort qu'elles sont laissées à « la libre appréciation de l'Etat et des Religions ». Assez logiquement, plus l'intérêt pour la laïcité est marqué, plus le niveau de connaissance à ce niveau est élevé.

La laïcité fait partie de la formation de enseignants ayant répondu à la consultation : 82% déclarent en effet que **durant leur formation la question de la laïcité a été abordée**. Dans 77% des cas, elle l'a été ponctuellement à l'occasion de cours, 24% dans le cadre d'une conférence ou d'une communication spécifique et 15% avec un module de formation spécifique. Pour autant, et en dépit de l'importance qu'ils accordent à la question de la laïcité à l'école, en tout cas à son principe, **une majorité de futurs enseignants (54%) ne se considèrent pas bien formés pour faire appliquer la loi** relative à l'interdiction des tenues et signes religieux ostensibles. Ceux-ci indiquent que le contenu et l'application de cette loi n'ont pas été traités au cours de leur formation initiale.

Ce relatif déficit de formation n'est pas imputable à un désintérêt pour la question ou à une distance à l'égard de la loi. En effet, **une écrasante majorité des étudiants (89%)** ayant répondu à la consultation **se déclare favorable à la loi**, dont 45% tout à fait favorables. De même, 92% ont la conviction que les « programmes et activités pédagogiques ne doivent pas tenir compte des convictions spirituelles des élèves, des enseignants et des personnels d'éducation ».

¹ Cette consultation a été organisée par SE-UNSA auprès des étudiants de IUFM et traitée par CSA. Ceux-ci avaient la possibilité de répondre sur Internet ou sur un questionnaire papier. 1754 étudiants ont répondu.



A leurs yeux, l'enseignement du fait religieux à l'école se traduit en premier lieu – et quasiment uniquement – comme un apprentissage du « rôle des religions au cours de l'histoire et dans la culture » (81%), 12% citent « l'influence des religions sur les idées », 11% « la possibilité de se retrouver autour de valeurs communes », 8% seulement « l'enseignement religieux des diverses confessions ».

Que faire pour consolider la laïcité à l'école ? « Favoriser l'accès aux écoles publiques de proximité » et « améliorer la mixité sociale » répondent majoritairement les futurs enseignants (items recueillant respectivement 53% et 51% des citations). Les solutions approchées reposent sur l'enseignement et la formation : 39% indiquent en effet que « l'enseignement de l'histoire doit davantage intégrer l'esclavage, la colonisation, la décolonisation, l'immigration » et 33% que « dans les IUFM, la formation à la laïcité doit être développée et accrue pour tous les enseignants et personnels d'éducation ». Pas question en revanche d'adapter l'école aux rythmes des religions : 8% privilégient l'option visant à permettre aux « pratiquants de l'islam, du judaïsme, du bouddhisme ou d'autres religions [de] choisir d'autres jours fériés que ceux en vigueur actuellement ».